



Communiqué

Fédération des finances-CGT, SNADGI-CGT, SNT-CGT

Le groupe de travail Ministère/Fédérations de ce jour a été l'occasion pour la CGT de situer ses interventions dans le cadre du rapport de force qui s'est une fois de plus exprimé au Ministère et plus particulièrement dans les réseaux de la DGI et de la DGCP le 24 janvier 2008 dans la grève et les manifestations.

D'entrée de jeu toutes les Fédérations se sont exprimées sur les dernières propositions du rapport Attali qui impactent les missions du Ministère du budget et des comptes publics et de ses directions (mise en place de la retenue à la source, création d'agences pour la gestion de l'impôt et la tenue de la comptabilité publique).

Une fois de plus, au delà de la nécessaire clarification des positions du gouvernement vis-à-vis de ces propositions, c'est la question des objectifs de la fusion qui est posée ainsi que celle de la pérennité des décisions qui seront prises à l'issue des discussions actuelles.

La CGT forte de la persistance du rapport de force, a rappelé ses revendications en matière d'emplois et l'exigence d'un cadre de réelles négociations sur ce point et sur d'autres qui en découlent, comme par exemple les requalifications.

Après que les Fédérations aient ensemble exigé une rencontre rapide avec le Ministre qui a été accordée pour mardi prochain, les Fédérations CGT, FDSU, et UNSA ont alors considéré que les discussions ne pouvaient se poursuivre sans avoir entendu les réponses du Ministre.

Les autres Fédérations estimant possible de poursuivre pour partie l'ordre du jour, se sont néanmoins associées à cette démarche de suspension dans l'attente de l'audience avec le Ministre.

Pour la Fédération des finances CGT, ses syndicats de la DGI et la DGCP, il est temps de passer d'une logique de discussions à une logique de négociations sur tous les points de ce dossier.

Montreuil, le 25 janvier 2008